**Pourquoi le prix du pétrole est orienté à la baisse**

Alexis Toulon, *Alterecoplus*, 3 décembre 2014

**L’or noir vaut aujourd’hui la moitié de son niveau record de juillet 2008. Au cours des six derniers mois, le prix du baril a plongé de plus de 30 %. Comment expliquer cette tendance baissière ?**

Le cours du pétrole ressemble à une montagne russe. En 2008, le baril atteint 145 dollars… avant une chute vertigineuse de 73 %, en cinq mois. Le choc de la crise passé, les cours étaient repartis à la hausse. En juin de cette année, le baril s’est négocié en moyenne 105 dollars, avant de replonger : il a perdu 37 % et la stabilisation n’est pas à l’ordre du jour. L’agence internationale à l’énergie ne voit pas les prix remonter avant la fin du premier semestre 2015. Les raisons sont diverses : d’un côté, l’Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a décidé fin novembre de maintenir son niveau de production. De l’autre, la faible croissance mondiale pèse sur la demande. Enfin, le pétrole est également une arme politique et économique.

**Des raisons économiques**

Le cours du pétrole est régi par la loi de l’offre et la demande. La croissance mondiale ralentit, particulièrement dans les pays émergents comme la Chine et l’Inde, entraînant une baisse de la demande. Or, comme le rappelle Thomas Porcher, professeur à l’ESG, les économies émergentes ont une très forte intensité énergétique du fait de l’importance du secteur industriel dans leur production. « On considère que 1 % de croissance représente environ 1 % de consommation de pétrole pour ces pays », ajoute l’expert.

Dans le même temps, l’offre de brut est restée sensiblement la même, l’Opep ayant décidé de maintenir ses quotas fin novembre et les chocs géopolitiques n’ayant eu qu’un impact limité sur la production que ce soit en Irak, en Libye ou en Russie. Il y a donc un décalage entre l’offre et la demande, qui s’accompagne mathématiquement d’une baisse des prix.

Un autre élément joue : le dollar, monnaie d’échange du pétrole, s’apprécie sur les marchés suite à la fin de la politique d’assouplissement quantitatif de la Fed. L’euro, le yuan et le yen perdent du terrain face au billet vert, ce qui renchérit le coût des importations de brut en Europe, en Chine et au Japon et donc diminue la demande.

**Des raisons concurrentielles**

L’Arabie saoudite, principal décisionnaire du cartel des pays producteurs, a de très grandes réserves de dollars et un pétrole peu cher à extraire, ce qui lui permet de survivre avec un baril à bas prix. Un pétrole abordable est une solution qui peut être utilisée par l’Opep pour limiter le développement de la concurrence. Les hydrocarbures non-conventionnels, comme les sables bitumineux ou le pétrole de schiste, ont permis l’émergence de nouveaux pays producteurs, notamment en Amérique du nord.

Le Canada a vu ses exportations augmenter de 40 % entre 2010 et 2014, portées par l’exploitation des schistes. Mais la baisse des cours pénalise fortement la rentabilité de ce pétrole. En effet, l’exploration et l’exploitation de ces ressources demandent des investissements importants et seul un prix du baril suffisamment élevé peut garantir la rentabilité de ces futurs projets.

**Des raisons politiques**

Le pétrole est également une arme redoutable pour ruiner des pays jugés peu fréquentables, dont les économies reposent sur les exportations d’hydrocarbures. Dans le viseur de l’Arabie saoudite et des États-Unis, l’Iran chiite, dont la volonté d’exporter sa révolution islamique va à l’encontre des intérêts de la monarchie sunnite arabe. Mais aussi la Russie.

Le ton est en effet monté entre la Russie et l’Occident suite à la crise ukrainienne. Or, l’économie russe dépend de ses exportations d’hydrocarbures. Le baril au plus bas fait perdre des milliards à Moscou, dont les prévisions de croissance ne cessent d’être revues à la baisse.

**Une baisse durable ?**

Le pétrole peu cher va durer encore plusieurs mois, assurent les experts. Toutefois, le marché pourrait s’ajuster, même sans intervention de l’Opep, notamment via la baisse de la production de pétrole de schiste en Amérique du nord.

Toutefois, si la tendance baissière se confirme, le cartel sera forcé d’intervenir. À moyen terme, les pays membres vont vouloir rétablir leurs marges, que ce soit pour maintenir une certaine paix sociale ou pour conserver leurs réserves de devises. Et cela se traduira inévitablement par une baisse des quotas et donc une hausse des prix.

**Exploitation pédagogique**

À l’aide de l’article et de vos connaissances sur les mécanismes de marché, vous argumenterez les propositions suivantes :

1. La baisse du prix du pétrole est le résultat d’un déséquilibre sur le marché du pétrole.
2. Certains facteurs freinent la demande de pétrole.
3. D’un autre côté, l’offre de pétrole se maintient au même niveau pour des raisons à la fois économiques et politiques.
4. La baisse du prix du pétrole n’a pas que des effets bénéfiques sur les économies occidentales.

**Corrigé**

1. « Le cours du pétrole est régi par la loi de l’offre et la demande ». Depuis quelques mois, sur ce marché, la demande diminue alors que l’offre est relativement rigide. Un excès de d’offre sur la demande provoque alors une baisse des prix.
2. La demande est freinée par un certain nombre de facteurs.
* D’abord, le ralentissement de la croissance économique, en particulier dans les pays émergents comme la Chine et l’Inde. La demande de pétrole est en effet fortement corrélée au rythme de l’activité, notamment dans l’industrie.
* Ensuite, l’appréciation du dollar vis-à-vis des autres monnaies (euro, yen et yuan). Les échanges pétroliers se négociant en dollars, il devient alors plus coûteux d’importer du pétrole pour les pays dont la monnaie s’affaiblit, ce qui contrecarre en partie l’effet positif de la baisse des prix et limite alors la demande.
* Enfin, la concurrence des produits de substitution au pétrole comme l’huile et le gaz de schiste ou les sables bitumineux.
1. L’offre est rigide pour des raisons économiques. L’Arabie saoudite qui dispose de réserves importantes à bas coût d’exploitation s’efforce de freiner la concurrence des produits de substitution au pétrole. Ce pays, dont le poids est décisif au sein de l’Opep, mène une stratégie de guerre des prix pour conserver à terme ses parts de marché. Derrière la décision de ne pas réduire pour l’instant les quotas de production, il y a aussi des raisons politiques. Il s’agit d’affaiblir des rivaux comme l’Iran chiite. La baisse du prix du pétrole fragilise également la Russie dont les ressources dépendent en grande partie des exportations de pétrole.
2. La baisse du prix du pétrole est *a priori* une bonne nouvelle pour les économies occidentales : elle redonne du pouvoir d’achat aux ménages et limite les coûts de production des entreprises. Mais, ce faisant elle participe aux tendances déflationnistes. Ensuite, elle modifie les conditions de rentabilité des substituts au pétrole : si les prix du pétrole restent durablement faibles, un certain nombre de projets et d’investissements seront abandonnés faute de rentabilité. Cela vaut pour les hydrocarbures non conventionnels mais aussi pour les énergies renouvelables et les économies d’énergie. Ainsi le risque est que la faiblesse des prix du pétrole conduise à différer les investissements indispensables à la transition énergétique.